



**Les livres**

le livre du mois

# La Nouvelle École capitaliste

**Pierre Clément, Guy Dreux, Christian Laval et Francis Vergne**

La publication de *La Nouvelle École capitaliste* devrait susciter, en cette période de rentrée, de fortes controverses tant le propos du livre est important pour l'avenir de l'institution scolaire et universitaire, et la compréhension que nous pouvons en avoir. Quatre enseignants, chercheurs attachés à la Fédération syndicale unitaire, intellectuels engagés, s'appliquent en effet à démontrer comment la pénétration des normes néolibérales à l'école et à l'université conduit ces dernières à se soumettre au monde du travail dans sa version la plus capitaliste – là où les salariés adhèrent aux lois du marché et à l'impératif de flexibilité. L'école doit donc former ceux-ci à ce nouveau rôle social. Mais la pression de l'intérêt économique et financier est telle que ce ne sont pas seulement les institutions et leurs membres qui doivent se réformer, mais les savoirs eux-mêmes.

Si l'enseignement primaire et secondaire constitue l'essentiel du terrain de l'enquête, l'université comme caisse de résonance des enjeux est présente dans le livre. Le parti pris de *La Nouvelle École capitaliste* est de s'intéresser à l'ensemble des mutations sociales de la dernière décennie, et pas uniquement à la question ici centrale de l'« économie de la connaissance ». L'école subit un rythme très rapide de réformes dominées par l'impératif managérial. Cet impératif, qui touche tous les services publics, vise à augmenter la « productivité » sous la contrainte de la diminution des prélèvements obligatoires et dans un contexte de concurrence mondialisée entre capitaux.

Le travail, son statut comme ses pratiques, a été bouleversé, pour y introduire les principes de la flexibilité. Cette « métamorphose générale de l'État en État entrepreneur – corporate state – s'est accompagnée d'une transformation plus spécifique des institutions de la connaissance ». Les auteurs y insistent : « La forme nouvelle de la connaissance s'impose par la prédominance de la logique de la compétence dans l'enseignement et par la logique de l'innovation dans la recherche. »

Une telle mutation exigée de l'école et de l'université modifie le cœur du métier, à savoir la connaissance elle-même à travers les formes de sa production et de sa transmission. Définie en 2000 à

Lisbonne, reformulée en 2010 comme « stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive », l'« économie de la croissance » décidée par l'Europe suppose, comme le préconise la Commission européenne, de « transformer les idées innovantes en nouveaux produits et services afin de créer de la croissance, des emplois de qualité et faire face aux défis sociétaux européens et mondiaux ». Pour les auteurs, l'« économie de la connaissance » rejette donc la « connaissance pour elle-même : on ne l'aime qu'à la condition qu'elle soit le support, le moyen d'un profit. C'est là le cœur du problème ».

**Individus pensants.** La logique marchande détourne l'école de ses missions – telles en tout cas que la démocratie républicaine les avait conçues – de

formation intellectuelle des personnes et de formation critique des esprits – autant d'attitudes d'indépendance menaçantes pour l'« économie de la connaissance ». Ce que pointent les auteurs, c'est la fin d'un consensus relatif aux cultures scolaires et universitaires : celles-ci ne pouvaient pas se résumer « aux savoirs et connaissances utiles et exigibles sur le marché du travail ». Leur but final était de former des individus pensants et des citoyens conscients.

Le propos est radical, la démonstration convaincante, notamment parce que l'étude des mutations de l'école, depuis la précarisation des enseignants jusqu'au

marché du soutien scolaire en passant par la politique de l'alternance et du stage, est rapportée aux transformations d'autres missions de service public de l'État. Le livre minimise cependant les problèmes de l'ancien système d'enseignement et de recherche (impuissance relative de lutte contre les inégalités, réalité de l'échec scolaire...) et les ramène aux seules conséquences d'une volonté collective de le détruire. Quant aux nombreuses stratégies des acteurs pour maintenir le savoir comme valeur éthique, depuis les professeurs qui refusent d'appliquer les circulaires jusqu'aux chercheurs qui se jouent des contrats pour persister dans leur effort de connaissance libre, le livre ne les aborde qu'en conclusion. ■

**PAR Vincent Duclert**, École des hautes études en sciences sociales, animateur du blog des livres de *La Recherche* (<http://larecherche.typepad.fr/>)



La **Découverte**, coll. « Sciences humaines », 2011, 240 p., 18 €.